

L'Édito : Lames de fond, par Claude REVEL



Claude REVEL est depuis le 4 décembre 2019 présidente fondatrice de la société INFORMATION & STRATEGIES, spécialisée dans l'information stratégique nationale et internationale, l'influence professionnelle et éthique, les enjeux numériques et depuis le 2 janvier 2020 présidente du GIE France Sport Expertise et conseillère stratégique et influence du groupe SKEMA. Claude REVEL a été Déléguée interministérielle à l'intelligence économique auprès du Premier ministre entre mai 2013 et juin 2015, puis Conseillère maître en service extraordinaire à la Cour des comptes entre juin 2015 et novembre 2019. Claude REVEL a une longue expérience au service de l'Etat (ministères de l'Équipement, du Commerce extérieur et des Affaires étrangères, de 1980 à 1989), mais surtout dans la promotion des acteurs économiques français et internationaux à l'international. C'est dans ce domaine qu'elle fut un des pionniers français de l'intelligence économique et de l'influence professionnelle. Elle a également publié de nombreux articles et ouvrages, notamment en 2012, *La France, un pays sous influences* ?, aux éditions Vuibert.

La crise sanitaire et générale met en lumière des lames de fond politiques, économiques et sociales potentiellement explosives.

La quasi-délégation de pouvoir du politique au profit de l'expertise, développée depuis des années sur le terreau de l'aversion au risque et du principe de précaution, apparaît en pleine lumière. Ajoutée à une profonde désillusion sur nos systèmes, elle contribue à profondément interroger les citoyens sur la valeur ajoutée des politiques et aussi sur leur empathie réelle, hors communication, envers eux : système sanitaire bien sûr, malgré des avertissements anciens non écoutés, sous-équipement numérique de services publics essentiels, protection collective notamment des plus vulnérables (personnes âgées seules et confinées, petits enfants enfermés sans contrôle de leur état, personnels exposés sans masques, etc).

Très préoccupante est aussi la tentation de la démagogie des dirigeants et des médias, avec la désignation de cibles collectives pour détourner la détestation : clivage entre urbains et ruraux, entre « les riches » et les autres, haro sur les supposés porteurs de virus, Parisiens, (particulièrement ridicule quand on voit les chiffres de l'Ouest), joggeurs, « imprudents » de toutes sortes désignés à la vindicte, voire enfants... autant de postures pitoyables et particulièrement malvenues dans une période où les fossés ne cessent de se creuser en France entre communautés.

Tableau de suivi de l'épidémie

Premier solde négatif dans les services de réanimation depuis le début de l'épidémie - Si 7 148 personnes se trouvent actuellement en réanimation, contre des capacités initiales de 5 000 lits, la journée du 9 avril a été marquée par une bonne nouvelle sur le front de la lutte contre le COVID-19 : "le solde est pour la première fois faiblement négatif de 82 patients" a annoncé hier le directeur général de la Santé Jérôme Salomon. En d'autres termes, 82 lits de réanimation ont été libérés entre mercredi et jeudi. Ce qui, alors que les débats sur le déconfinement se cristallisent, témoignerait de l'efficacité de la stratégie de lissage de la courbe.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	16478	461437	32385	1783	3.6	12
France	12210	117750	4799	1341	10.4	12
Royaume-Uni	7993	65749	4395	882	12.2	12
Espagne	15447	153222	5002	655	10.1	4
Italie	18279	143626	4204	610	12.7	3
Allemagne	2607	118181	4885	258	2.2	11
Corée du Sud	204	10423	39	4	2.0	2
Chine	3335	81865	61	2	4.1	0

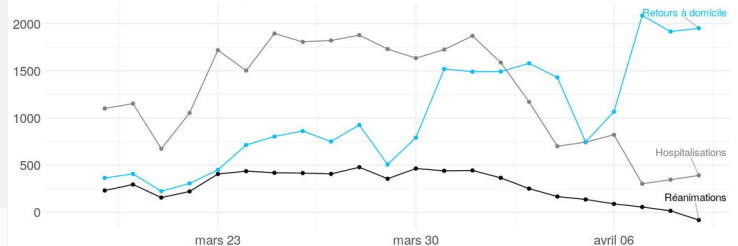
En économie on attend de voir les résultats factuels du discours sur le rééquilibrage national. Il est piquant que le mot « souveraineté » devienne un mantra. Est-ce une lame de fond ? Cela impliquerait non seulement des aides mais des interventions structurelles de l'Etat ainsi qu'une approche systémique d'intelligence internationale, de détection des convoitises, prédatons et déstabilisations en cours, d'anticipation des grands mouvements (par exemple, la gouvernance mondiale loin de décroître, peut se renforcer, nous devons y jouer un rôle) et enfin une réorganisation de la haute administration.

Les crises ont toujours donné lieu à atteinte aux libertés, « pour la bonne cause ». La seule réponse aux « mauvaises informations », fake news, traçage des individus... est une décision politique inspirée par le seul intérêt général et éclairée par des compétences plurielles.

Les Français sont patients et résilients. Les systèmes pour l'instant ne cèdent pas. Mais d'une part il n'est pas dit que cela durera, d'autre part, la crise aura été un révélateur tellement cru que les politiques de tous bords devraient « sacrément » renouveler leur discours. Et si justement, la clé n'était pas dans un nouveau discours mais dans une doctrine stratégique permettant d'être aux avant-postes et de chercher à formater l'avenir au lieu de toujours le subir ? Le pire n'est jamais sûr !

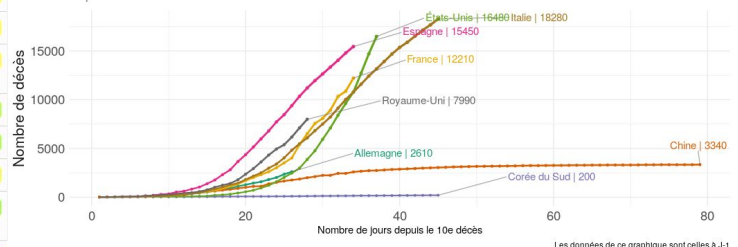
Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)

Données hospitalières relatives à l'épidémie de COVID-19



Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès

Depuis le 10e mort



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

Regard d'expert : Entretien avec François-Bernard HUYGHE



François-Bernard HUYGHE est docteur d'Etat en Sciences Politiques, directeur de recherche à l'IRIS, habilité à diriger des recherches en Sciences de l'Information et Communication. Il a publié de nombreux articles et ouvrages spécialisés, notamment *Fake news : la manipulation en 2019* et *Dans la tête des gilets jaunes* chez VA Éditions, et plus récemment *L'art de la guerre idéologique* aux éditions du Cerf. François-Bernard HUYGHE est également enseignant et intervient ou est intervenu au CELSA, à l'École de Guerre Économique ou encore à HEC et à l'ENA.

La crise sanitaire a entraîné une nouvelle focalisation sur les fake news, assiste-t-on à une rupture induite par le Covid-19 ?

FBH - La question des fausses informations (avec ses annexes : complotisme, désinformation et manipulation en ligne) était déjà très sensible. Pour au moins deux raisons : leur prolifération incontestable sur les réseaux sociaux (marquant a contrario une méfiance à l'égard de l'information « mainstream ») et la peur éprouvée par les élites après l'élection de Trump, le Brexit, etc. Phénomènes qu'elles avaient tendance à attribuer à la désinformation (éventuellement russe) plutôt qu'au moindre défaut de leur domination.

La pandémie se prête à plusieurs types de fausses informations :

- mensonges d'État destinés à rassurer la population ;

- rumeurs sur des périls cachés, des intérêts dissimulés ou des manipulations (comme il s'en produit à chaque crise) relevant de la peur ;
- constructions alternatives obéissant plutôt ici au principe d'espérance : recettes pour se protéger, remèdes miracles, théories sur le « monde d'après ».

Aucun de ces phénomènes n'est nouveau en soi. Mais en période d'obsession par un péril unique qui conditionne tout, leur synergie est explosive. Résultat paradoxal : dans un domaine où ne devrait régner que le discours scientifique sur les risques et contraintes du réel, tout est contesté, tout est enjeu idéologique.

98% des Français ont entendu parler de la chloroquine selon la dernière enquête de l'IFOP. Que penser de cette intrusion de l'opinion dans le champ scientifique ? Est-ce une nouveauté ? Est-elle ponctuelle ou aura-t-elle des effets à plus long terme ?

FBH - Là aussi, cela s'ajoute à des phénomènes déjà repérés : doute sur l'efficacité des vaccins, la dangerosité de tel ou tel produit, le réchauffement climatique, les médecines alternatives. Il s'agit, sinon d'une remontée d'obscurantisme, du moins d'une dévaluation de l'autorité scientifique. En principe, celle du vérifiable. L'époque permet à chacun - surtout s'il pioche des révélations de « gens comme lui » sur les réseaux sociaux - d'étendre le champ de son opinion et de fantasmer son expertise.

Il n'y a rien de mal, en démocratie, à ce que nous divergions sur ce qui est souhaitable et probable demain. Mais il faut s'entendre pour parler du même monde des événements avérés et principes démontrés (dans 1984 d'Orwell, le héros réclame la liberté de dire que 2+2=4, pas le contraire).

Que l'on interroge le public sur une question sur laquelle les experts se disputent est en soi comique. Nous sommes (moi en tout cas) incompetents pour trancher. Que veut le peuple en physique quantique ? Il y a des domaines où la logique libérale du choix individuel doit connaître des limites.

La gestion de la crise par le gouvernement donne lieu à de nombreuses critiques, notamment de la part d'individus qu'on pourrait classer comme gravitant autour d'un bloc dit populiste ? La crise sanitaire va-t-elle accélérer la supposée fracture entre les deux blocs ?

FBH - C'est ce qui paraît vraisemblable. Un indice entre cent : il y a une forte corrélation statistique entre le vote anti-système (RN, LFI, blanc ou nul + abstention) et le scepticisme à l'égard du « discours officiel », l'adhésion aux thèses alternatives de type « le virus s'est échappé d'un laboratoire », etc. Le bloc populiste, qui ne profite pas de la mondialisation, celui qui a le plus besoin de l'État protecteur et qui appartient souvent aux professions les plus exposées en cas d'épidémie, a déjà accumulé de la colère au moment des Gilets jaunes et de la réforme des retraites. Et comme ce sont les populations qui souffriront le plus des conséquences économiques et sociales du « jour d'après », ce seront les plus persuadées qu'on leur a menti, que les services publics ont été démantelés, que la Nation a besoin de frontières et de souveraineté, que la mondialisation est une folie, que l'Europe ne peut rien pour nous.

Il y aura donc des tensions entre les protestataires (par ailleurs divisés), le parti de la colère, et les partisans d'un retour à l'ordre fût-il agrémenté de considérations sur une nécessaire gouvernance ou une économie de l'humain (cf. Attali). Tout le monde proclame que « plus rien ne sera comme avant », mais chacun y met ce qu'il croyait auparavant. Et l'Histoire nous enseigne que d'effroyables épidémies n'ont pas forcément bouleversé l'ordre politique. Le pouvoir peut se renforcer du chaos.

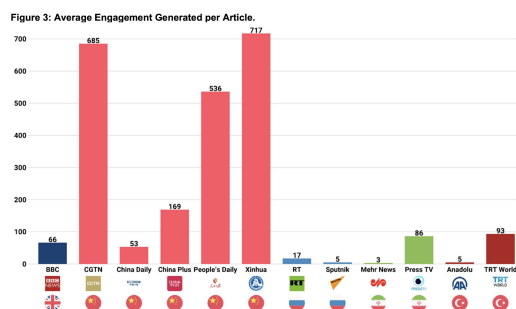
Sur la question des masques, peut-on considérer que le gouvernement a menti aux Français, s'agit-il d'une fake news, ou bien d'une manoeuvre communicationnelle habile pour éviter une ruée des Français vers les masques et ce aux dépens des soignants en première ligne ? Qu'est-ce que cette affaire nous dit du rôle stratégique du mensonge pour le politique ?

FBH - On connaît le mot de Cocteau « puisque les événements nous dépassent, feignons de les organiser ». Puisque ceux qui parlent au nom du gouvernement ont tenu des discours successifs et contradictoires - sur le risque de pandémie, les masques, le dépistage, les mesures à prendre, etc. - ils ont menti une fois sur deux au moins. D'où l'impression que le pouvoir dissimulait son impuissance ou son impréparation à grand coups de « ça ne sert à rien » et « nous avons consulté les experts ».

On connaît la théorie du mensonge nécessaire. « C'est donc à ceux qui gouvernent la Cité, si vraiment on doit l'accorder à certains, que revient la possibilité de mentir » disait Platon. Mais il faut peut-être le faire un peu plus finement. Cette « com de crise » ne fut pas menée par des philosophes rois.

Décryptage des stratégies d'influence et des phénomènes d'opinion

Pandémie et propagande d'États, entre réalité statistique et fantasmes - The Computational Propaganda Project (COMPROP) de l'OII (Oxford Internet Institute), dont les travaux portent sur les actions de propagande étatique dans le cyberspace, a publié le 8 avril une [pré-étude relative à l'activité de la Chine, de l'Iran, de la Russie et de la Turquie dans le cadre du contexte sanitaire actuel](#). Pour mesurer les actions entreprises par ces différents pays, qui font figure depuis plusieurs années maintenant d'*usual suspects*, les chercheurs de COMPROP se sont intéressés à l'activité des médias anglophones proches ou émanant directement de ces pays. Leurs conclusions mettent au jour une **activité moindre de ces "state-backed English-language news outlets" par rapport aux autres médias, mais des engagements suscités (au sens de relais sur les réseaux sociaux) dix fois plus importants que ces derniers.**



En analyse de l'information, ce type d'approches comparatives, toutes choses égales par ailleurs, s'assimile aux travaux d'échantillonnage et d'observations de phénomènes qui ont cours dans les sciences dites "dures". Cela permet de restituer dans un contexte informationnel plus large des activités données et, par-là même, d'avoir une vision de la portée réelle des actions entreprises. Les travaux monographiques mis à part, ces approches analytiques constituent donc le *gold standard* de la discipline. Un sorte de seuil méthodologique au-delà duquel, sur des sujets aussi sensibles que ceux relatifs à la "guerre informationnelle", des garde-fous permettent de garantir un maximum d'objectivité et de *science-based social science*. Concernant l'analyse des narratifs de ces médias, les chercheurs soulignent également qu'ils seraient enclins à mettre l'accent sur les limites des régimes démocratiques dans la gestion du COVID-19 et, par une logique antithétique, à brosser un portrait favorable aux régimes autoritaires. Via ces canaux d'information, ou devrions-nous dire de dissémination d'informations cadrées, **ces régimes mettent en avant leurs succès, leur leadership, leurs avancées en matière de science et de technologie, ainsi que leur solidarité internationale**. Autre élément, l'étude de COMPROP souligne que **ces médias soutenus par des régimes autoritaires seraient enclins à faire circuler des "théories du complot" sur la pandémie**. Par ailleurs, et bien que cela puisse donner l'impression d'être un truisme, **les activités à l'international de ces plateformes tranchent avec les restrictions relatives aux réseaux sociaux, et plus généralement à internet, qui s'appliquent dans chacun de ces pays**. Ainsi de la Chine où Facebook et Twitter sont tout bonnement interdits, de l'Iran où les restrictions d'accès à ces deux réseaux sociaux se sont multipliées au cours de ces dernières années, ou encore de la Russie qui, bien qu'elle permette l'accès à ces espaces, n'en pratique pas moins des actions coercitives à l'égard de la liberté d'expression. Autant d'éléments qui plaident en faveur d'une compréhension rigoureuse de ces actions sémantiques pour **comprendre quelles sont les cibles, les relais et l'efficacité de ces entreprises qui demandent des moyens conséquents**. ([Damien Liccia](#))

Quand la géographie explicite les représentations sociales de la pandémie et du confinement – Disponibilité des masques et stratégie de tests massifs en Corée du Sud, nombre de lits de réanimation plus élevé en Allemagne, confinement plus draconien en Chine : chaque raison invoquée pour expliquer les différences de bilans épidémiques entre pays donne corps à des interprétations politiques différentes. L'étendue de la crise serait-elle plus marquée dans les pays adeptes de l'austérité budgétaire ? Le « sans-frontiérisme » et « l'ultra-libéralisme » sont-ils les causes de la crise ? Ces explications foisonnantes procurent à chaque camp les arguments qui l'avantagent. Car c'est une chose entendue depuis longtemps que les voyages à l'étranger, en l'occurrence par le biais de l'abstraction des chiffres, ne servent souvent qu'à conforter ses propres préjugés. Parmi les autres facteurs susceptibles d'avoir un effet sur l'épidémie, celui de la densité de population apparaît souvent sous-estimé, malgré son rôle dans la distanciation sociale, sans doute parce que son interprétation politique est moins évidente. Car si l'Italie dispose d'une population similaire à celle de la France, celle-ci compte dans le même temps une densité de population presque deux fois supérieure (200 hab/km² contre 118 hab/km²). Un état de fait qui ne saurait être anodin et tendrait, à l'instar d'autres facteurs, à invalider tout parallèle trop exact entre les deux pays. Ainsi [la Lozère](#), département le moins peuplé de France est-il aussi le plus épargné depuis le début de l'épidémie.



Aucun mort, six patients hospitalisés seulement et un seul en réanimation : pourquoi la [#Lozère](#) est le département français le moins touché par le [#Covid_19](#) ? franceinter.fr/societe/pourqu...

Ces analyses en 2D n'omettent pas seulement l'effet de distorsion de la géographie sur la propagation de l'épidémie, mais également son effet sur la structuration de l'opinion. La pandémie de Covid-19 a déjà donné à voir les « **premiers de tranchee** », caissières, livreurs et autres travailleurs exposés, induisant une grille de lecture sociale de la pandémie et rappelant les « **Gilets jaunes** » et la « **France périphérique** » (Christophe Guilluy). Cependant, la focale médiatique mise sur les centres-villes où se situent les hôpitaux, où se déplacent les personnalités publiques, où les journalistes des grandes rédactions concentrent de facto leurs reportages, tend à occulter dans le même temps l'espace rural et périurbain. Cette France des pavillons et des maisons individuelles, qui est parfois aussi celle des résidences secondaires, où se confinent pourtant 63% des Français depuis mi-mars selon [un sondage IFOP](#). Ce chiffre en hausse de 6% par rapport à la normale, s'apparenterait presque à une sorte d'exode rural à l'envers, ou du moins à une accélération du phénomène d'étalement urbain après des siècles de grossissement des villes. Marqueur de cette tendance : après la méfiance à l'égard des urbains quittant les métropoles, l'incompréhension croissante qui se fait jour à l'égard des populations restées en ville, dont « l'indiscipline », « l'incivisme » et le « relâchement » sont régulièrement conspués quand bien même les conditions de leur confinement s'avèrent radicalement différentes de celles de la majorité des Français. Malgré ce retournement de situation, **le souvenir du privilège des urbains** demeure ancré dans l'imaginaire et continue de cristalliser un certain **ressentiment dans l'opinion**. Faisant pratiquement disparaître dans le même temps aux yeux de l'attention générale les problématiques du mal logement, de la surpopulation au sein des foyers et de l'**explosion des violences intrafamiliales**, phénomènes étroitement corrélés avec le confinement en ville. ([Jean-Baptiste Delhomme](#))

Comment la sphère militante prépare les revendications de « l'après » - Le slogan « Où sont les masques » avait déjà commencé à fédérer tout ou partie de l'opposition au gouvernement pour le critiquer sur sa gestion de la crise. Des cercles activistes organisent des « Digital Strikes », un nouveau moyen de manifester, sur les réseaux sociaux, pendant le confinement. Depuis le début de cette période exceptionnelle, toute une frange de l'opposition au gouvernement cherche à construire les luttes écologiques et sociales qui auront lieu dans la période de « l'après ». Le confinement est arrivé alors même que le gouvernement venait d'utiliser le 49-3 à l'Assemblée nationale sur les retraites et que de nombreuses marches pour le climat qui devaient se tenir ont dû être annulées. Il n'a pas fallu beaucoup aux militants pour commencer à se mobiliser sur les réseaux sociaux et penser aux luttes futures dont les revendications sont alimentées par l'actualité de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement.

Ainsi, l'émergence dès le premier jour du confinement du hashtag « [#OnNoublieraPas](#) » (399K mentions au 10 avril) cherche à agréger toutes les revendications qui animeront les cercles militants après le confinement. Des revendications qui touchent aux questions des moyens alloués à l'hôpital public particulièrement et de la transition écologique, voire à l'action du gouvernement de manière générale. Autant d'arguments qui, à n'en pas douter, pourraient donner lieu à de nombreuses manifestations. D'ailleurs, le hashtag a vite été suivi de la création d'un [site web](#), sur lequel toutes les publications des réseaux sociaux sont mises en ligne, dans un but de « ne pas oublier » la gestion de la crise par le gouvernement et les raisons supposées d'une telle situation. Autour de ce hashtag et de ce site internet figure donc l'émergence de revendications auxquelles le gouvernement devrait faire face, tant une frange de l'opinion publique donne l'impression de se préparer à affronter l'exécutif. ([Alexandre Trifunovic](#))

La confiance aveugle dans les chiffres en temps de crise - Abondé par des séries de chiffres, dévoilés à longueur de JT, chacun d'entre nous est devenu apprenti statisticien. La statistique, qui tient son étymologie du latin *status* qui signifie état, s'est toujours évertuée à mesurer ce qui est relatif aux affaires de l'État. Outil de recensement des populations, boussole du stratège militaire ou encore juge des productions agricoles, la statistique fait partie de la panoplie des outils étatiques. Rien de plus vrai aujourd'hui, alors que chaque État, en temps réel, informe sur le nombre de morts et de personnes contaminées en lien avec l'épidémie de Covid-19, comme un épicier tiendrait ses comptes. Il y a aujourd'hui, [en France](#), 86 344 cas confirmés, 8044 décès à l'hôpital et 4166 décès en EHPAD. Dans le monde c'est plus de 90 000 morts et 1,5 millions de personnes contaminées. Le phénomène épidémiologique est l'objet d'un volume de données inédit, ayant notamment vocation à juger de l'efficacité des mesures sanitaires. Alors que dans leur prise de décision, nos dirigeants semblent s'en remettre à l'analyse de ces chiffres, peuvent-ils donner un état des lieux fidèle de la réalité ? Quid des personnes non dépistées, des personnes asymptomatiques, des tests post mortem non effectués ? Ces indicateurs, éloignés d'une rigueur mathématique, ne donnent qu'une photographie imprécise d'un phénomène difficilement quantifiable. Plus encore, chacun y va de sa propre interprétation essayant de comprendre pourquoi l'Italie a plus de morts que la France ou s'étonnant du bilan de 2607 morts avancé par l'Allemagne. Interrogations au sujet des méthodes de comptage et [articles de presse](#) qui soulignent les différences entre la France et l'Allemagne dans la méthode de décompte, sont autant de preuves de l'inconsistance des comparaisons internationales. À cela s'ajoute la nécessaire prise en compte des différences entre les données démographiques, les systèmes de santé, les politiques de dépistage, et les systèmes politiques. Riche d'enseignements, la crise sanitaire actuelle, gérée dans l'urgence, ne doit pas faire oublier le temps long, mais nécessaire, de la réflexion quant aux chiffres. ([Aimeric Blachier](#))

Évolution de la discussion autour du hashtag #OnNoublieraPas

Sur la base des données disponibles sur Twitter



Dashboards et data, la pandémie comme représentation statistique

L'épidémie de Covid-19 a permis à tout ce que le web compte de méthodes de représentation d'être mises sur le devant de la scène, afin de fournir un grand nombre de *dashboards* représentant l'évolution du phénomène. Le premier et le plus célèbre d'entre eux est [celui](#) développé au sein de la Johns Hopkins University (située à Baltimore, qui ne compte pas moins de 39 Prix Nobel associés) par l'équipe de l'épidémiologiste Lauren Gardner, et mis en ligne le 22 janvier 2020. Si son succès est dû à son ancienneté, il serait ingrat de ne pas lui reconnaître un travail massif sur la récolte de données, humaine d'abord, puis automatisée via un vaste système de *scraping* ensuite, et qui aura permis d'alimenter la plupart des tableaux qui seront établis par la suite, car les données sont [disponibles sur la plateforme GitHub](#). Le postulat est simple : utiliser plusieurs sources différentes et procéder à des recoupements (réseaux sociaux, OMS, agences de santé gouvernementales, etc.), et les projeter sur une map ArcGIS, un logiciel de SIG, bien connu des cartographes. Résultat : **plus d'un milliard de connexions par jour**, pour une carte utilisée par un très grand nombre de médias, de décideurs et d'utilisateurs dans le monde. Ce travail a inspiré d'autres structures. C'est par exemple le cas de [Healthmap](#), appuyée sur le travail de la Johns Hopkins University. Contrairement à la première, qui présente à un moment donné l'état de la pandémie, celle-ci permet de diffuser une courte séquence vidéo faisant apparaître la propagation du virus. Plus proche de nous, on peut également citer la carte [mise en ligne par Esri France](#) (Esri étant le concepteur de ArcGIS), représentant la situation dans l'Hexagone. S'appuyant sur les [sources présentes en France](#), la carte se permet des informations détaillées, en raison de son focus géographique, tels que des graphiques relatifs aux capacités de réanimation, de répartition hommes/femmes ou par tranches d'âges. Si ces outils fournissent des supports médiatiques et d'aide à la décision, la massification de leur utilisation par des profanes est la promesse, une fois la crise sanitaire passée, d'une utilisation grandissante de ces méthodologies et outils, à tous les échelons. ([Edouard Schuppert](#))

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.

Pour vous abonner à la newsletter, merci d'envoyer un mail à contact@antidox.fr ou jbenadibah@eslnetwork.com